

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

**SEANCE DU 6 AVRIL 2018**

Titulaires présents		Excusés
ALZURI Emmanuel (jusqu'au rapport n°10)	KEHRIG COTTENÇON Chantal	BISAUTA Martine
BAUDRY Paul	LAFLAQUIERE Jean-Pierre	CACHENAUT Bernard
BONNAMY Eric	LESPADE Jean-Marc	CARASCO Olivier
CHARRON Martine (à partir du rapport n°3)	NEYS Philippe	CARPENTIER Vincent
ETCHEGARAY Jean-Pierre	NOUSBAUM Pierre-Marie	FOURNIER Jean-Louis
ETCHEGARAY Jean-René (jusqu'au rapport n°11)	OLIVE Claude	JUHEL Laurent
GONZALES Christian	PONS Yves	MENDIBURU Paul
HACALA Germaine	SALDUCCI Jean-Paul	MOTSCH Nathalie
HIRIART-URRUTY Argitxu	THEBAUD Marie-Ange	NARBAIS-JAUREGUY Eric
HOUCADE Robert	VEUNAC Jacques (jusqu'au rapport n°13)	
IBARLUCIA Michel (à partir du rapport n°2)	VEUNAC Michel (jusqu'au rapport n°10)	

### Suppléants présents mandatés par des titulaires

Titulaires excusés	Suppléants désignés
LASSERRE-DAVID Florence	GOURGUES Jean-Paul

### Procurations de titulaires excusés à des titulaires

Titulaires excusés	Titulaires désignés
ALZURI Emmanuel (à partir du rapport n°11)	OLIVE Claude
DAGORRET François	PONS Yves
DARRIBEROUGE Louis	LESPADE Jean-Marc
ETCHEGARAY Jean-René (à partir du rapport n°12)	NEYS Philippe
SOROSTE Michel (jusqu'au rapport n°11)	ETCHEGARAY Jean-René
VEUNAC Michel (à partir du rapport n°11)	BAUDRY Paul

**Secrétaire de Séance :** Eric BONNAMY

### OJ N°8 : PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES – CONTENTIEUX DSP CHRONOPLUS

Les articles L.2321-2 et R.2321-2 disposent qu'une provision doit être constituée par délibération de l'assemblée délibérante dès l'ouverture d'un contentieux en première instance à hauteur du montant estimé par la commune de la charge qui pourrait en résulter.

Le Syndicat des mobilités Pays Basque-Adour a attribué le 1<sup>er</sup> décembre 2016 la gestion et l'exploitation du réseau Chronoplus à la société KEOLIS pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2017 au 31 décembre 2023. Suite à cette décision, le candidat sortant TRANSDEV a décidé de lancer une procédure contestant les modalités d'attribution de ce contrat. Il est fait un rapide rappel des étapes de procédures de ce contentieux :

- **01/12/2016** : référé précontractuel de la société TRANSDEV auprès du Tribunal Administratif de Pau ;
- **22/12/2016** : ordonnance du Tribunal Administratif de Pau rejetant requête de la société TRANSDEV et condamnant cette dernière à verser la somme de 1 000 € au SMPBA ;
- **22/12/2016** : signature par le SMPBA du contrat de DSP avec la société KEOLIS ;

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

- **15/02/2017** : requête de la société TRANSDEV d'un recours en contestation de validité du contrat de DSP conclu par le SMPBA avec la société KEOLIS auprès du tribunal administratif de Pau visant à faire annuler le contrat (demande d'annulation, ou à défaut, de résiliation du contrat de DSP).  
Depuis cette date, le SMPBA a mandaté le cabinet Pierre Pintat pour l'assister dans cette procédure.
- **26/07/2017** : courrier de la société TRANSDEV au SMPBA pour une demande indemnitaire en vue de la réparation du préjudice qu'aurait subi la société TRANSDEV du fait de l'attribution de la DSP à la société KEOLIS pour un montant de 3 716 850 € HT ;
- **21/09/2017** : courrier de réponse du SMPBA à la société TRANSDEV rejetant la demande indemnitaire ;
- **13/11/2017** : requête indemnitaire de la société TRANSDEV visant à faire annuler la réponse du SMPBA en date du 21 septembre 2017 rejetant la demande indemnitaire et à condamner le SMPBA à verser la somme de 3 716 850 € HT auprès de la société TRANSDEV en réparation du préjudice subi du fait de son éviction irrégulière de la procédure de passation de la DSP et de la perte du contrat ;
- **26/03/2018** : le mémoire en défense du SMPBA auprès du tribunal administratif de Pau est déposé.

Sur la base de ces éléments, il est proposé au Comité syndical de provisionner la somme de 1 million d'euros HT au budget général de 2018 et d'inscrire la somme de 2 716 850 € HT sur le budget de 2019.

## ADOpte A L'UNANIMITE

---

*Fait et délibéré en séance les jours, mois et an que dessus, et le présent extrait certifié conforme au registre.  
Certifié exécutoire.*

*Transmis à la Sous-Préfecture  
De Bayonne le ...1.1. AVR. 2018...  
Affiché le ...1.1. AVR. 2018*

*Le Président,*

*Claude OLIVE*



Acte certifié exécutoire

- Par publication ou notification le 11/04/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 11/04/2018

PAYS BASQUE-ADOUR

tel : 05 59 44 74 88 – Fax : 05 59 44 72 99